

picodent

Le journal des Alternatifs Drôme - Ardèche

Octobre 2012

N° 13 - 3me année

1 € 50

L'ÉDITO

de Patrocle

On nous l'affirmait :
« Le changement c'est pour maintenant » ...
Quel changement ?

Parce que les livres sont des armes et que l'éducation se doit de préparer les citoyen-ne-s à s'assumer librement, le Picodent n°13 consacre son dossier à l'enseignement en Drôme et Ardèche. Hollande nous refait le coup de Sarkozy et s'apprête à valider - en refusant le principe même d'une consultation populaire - un nouveau traité européen inscrivant dans la loi une austérité permanente inspirée de l'idéologie suicidaire des ultra-libéraux.

Grâce à la mobilisation sans faille de toute la population ardéchoise et drômoise, nous pensions avoir été entendues et avoir obtenu l'arrêt de toutes les campagnes d'exploration et d'exploitation des gaz de schiste. Mais de nouveau les groupes pétroliers - relayés par Montebourg - s'activent et relancent les projets de forage.

C'est le même Montebourg qui renie des promesses électorales de sortie du nucléaire pourtant bien timides et affirme que l'atome est une industrie d'avenir.

Sans complaisance les Alternatifs seront de tous les combats présents : constitution de comités unitaires contre le nouveau traité européen d'austérité (TSCG) ; mobilisation des assemblées locales contre l'exploitation des gaz de schiste et vigilance pour empêcher toute tentative de forage ; présence aux comités de Sortir du Nucléaire et soutien aux conflits des salarié-e-s contre les plans sociaux.

Le Picodent n°13 se fera l'écho de tous ces combats et des luttes plus lointaines des féministes.

Plus que jamais restons mobilisé-e-s !

Caféféministe : l'enjeu de la féminisation
des écrits et des textes
Mardi 23 octobre à 18 h 30
Maison de quartier St-Nicolas à ROMANS (26)

Cafépicodent : Grand Café Français
à AUBENAS (07) en novembre

Création d'une BATUCADA FÉMINISTE
à ROMANS (voir page 7)

Dossier : ÉDUCATION

P. 4 - 5 - 6

MOBILISATION...

Meeting à La Voulte contre le Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance

(traité européen pour l'austérité, voir p. 3)



SOMMAIRE

- L'ÉDITO de Patrocle. p. 1.
- CULTURE - EXPRESSION - Coin lecture - Mare aux anars - p. 2.
- RÉSISTANCES - Appel contre le T.S.C.G - p.3.
- DOSSIER - Éducation - p. 4, 5, 6.
- FÉMINISME - Une batucada féministe - p. 7.
- ÉCOLOGIE - Mobilisation contre les gaz de schiste - p. 8.



 **Coin Lecture, Ciné, Culture** 

« Travailler moins pour culturer plus... »

Le titre « la Reine africaine » pourrait nous faire croire que nous entrons dans une monarchie d'un pays d'Afrique. Il n'en est rien.

Les auteurs Roch Domego et Christian Blanchard, par le biais d'une enquête policière, nous font entrer dans un monde où les défenseurs de la biodiversité et de l'environnement - à partir de la défense des abeilles - s'opposent aux industriels des grandes firmes à la recherche de toujours plus de profits.

Sans le nommer, nous n'avons pas de peine, à la lecture de ce policier, à voir la main de MONSANTO...

Jean



la mare aux anars

billet de (mauvaise) humeur

« *Se vogliamo che tutto rimanga come é, bisogna che tutto cambi.* » - *Le prince Salina dans Le Guépard* - Giuseppe Tomasi de Lampedusa.

Pour renier des promesses de campagne qui n'engageront que les Verts qui voudraient encore bien y croire, un Montebourg nucléocrate de gauche vaut bien un Besson nucléocrate de droite.

Fallait-il que Valls s'installe derrière le bureau d'Hortefeux pour que les Roms, jour après jour, soient encore et toujours expulsés ?

Fallait-il que Batho remplace Kosciusko-Morizet pour que dans nos pays d'Ardèche et de Drôme les derricks suceurs de gaz à nouveau menacent ?

Dans leur numéro de médecins fous administrateurs de rigueur, le duo Cahuzac et Moscovici ne nous amusera pas plus que ne l'avait fait le couple Péresse et Baroin.

Et fallait-il qu'Hollande remplace Sarkozy pour qu'une nouvelle fois, au mépris de toute consultation populaire, nous soyons condamné-e-s à une pauvreté sans fin par un traité indigne ?

Financiers, spéculateurs, pétroliers semblent désormais se satisfaire de celles et ceux qui nous gouvernent et les entendent si bien, et ils pourraient faire leur la prophétie de Salina* : « Si nous voulions que rien ne change, il fallait bien que tout change !!! » * *Le prince Salina dans Le Guépard* - Giuseppe Tomasi de Lampedusa.

Patrocle

picodent  **Où vous le procurer ?**

Chant des Bouteilles à AUBENAS (07),
Maison de la Presse à JAUJAC (07),
Bar du Centre à JAUJAC (07),
Bar associatif chez Lorette à St-PRIVAT (07)
Tabac Presse à ALLEX (26)
L'Arrêt Public - café associatif à CREST (26),
Tabac Presse du Pont à CREST (26),
Tabac du Centre à CHABEUIL (26),
et auprès des militant(e)s alternatifs.

picodent
le journal des Alternatifs 26 - 07

Directeur de publication : Jean SAGNARD,
quartier Sougeyrol 07200 VOGUË
Tél. 04.75.37.76.87

Éditeur : ALTERNATIFS 26 - 07

Publication : imprimerie le CRESTOIS
B.P. 217 - 26400 CREST

Publication bimestrielle
Journal édité à 80 exemplaires
<http://alternatifs0726.over-blog.com>

Bulletin d'abonnement

à adresser à : Picodent, les Bérangères 26400 ALLEX

Ce journal représente un coût assez élevé pour notre petite organisation. C'est pourquoi nous lançons une campagne d'abonnement pour nous permettre d'amortir une partie du budget engagé. Votre modeste contribution peut être une occasion de nous soutenir dans nos engagements militants sociaux, écologiques, féministes, autogestionnaires, internationalistes et altermondialistes.

Abonnement électronique : 5 € par an / papier : 10 € par an.

Nom, Prénom :

Adresse postale :

Adresse électronique :@.....

Je souhaite m'abonner au journal des Alternatifs 26 - 07.

Je choisis la version électronique.

Je souhaite recevoir la version papier à mon domicile.

Je souhaite être informé-e par la liste électronique des activités des Alternatifs de l'Ardèche et de la Drôme.

Je souhaite adhérer ou prendre contact avec les Alternatifs de l'Ardèche et de la Drôme.

Je souhaite recevoir trois exemplaires de Rouge & Vert (journal national).

LORS DE SON MEETING À LA VOULTE

le collectif ardéchois contre le TSCG dénonce la préparation du plan d'austérité



résistance

Contre le Mc Donald's à Crest (26)

LA MOBILISATION CONTINUE !

L'appel lancé par le collectif Action Peace au début de l'été contre l'implantation d'un Mc Donald's à Crest a rencontré un fort écho dans la population de notre vallée. Ce sont ainsi 1700 personnes qui ont signé la pétition en ligne et des dizaines de lettres qui ont été envoyées à Mc Donald's France. Toutes ces personnes partagent ainsi notre analyse de la situation et la triple irresponsabilité de la municipalité de Crest.

Irresponsabilité de livrer nos enfants à la manipulation télévisuelle de Ronald Mc Donald : les enfants influencent 95 % des familles qui se rendent dans un Mc Donald's ! On est bien loin de la "liberté" des individus à manger où ils le désirent...

Irresponsabilité ensuite de la mise à mort du centre-ville de Crest. Au lieu de favoriser sa fréquentation, la municipalité trahit les commerçants du centre en créant une nouvelle

zone commerciale en périphérie de la ville avec le nouveau Casino et ce Mc Donald's. Celle-ci vient s'ajouter à celles d'Intermarché, qui va encore s'agrandir, du nouvel Aldi et de Carrefour Market, avec des conséquences qui s'annoncent désastreuses pour notre commerce local.

Irresponsabilité enfin du risque de prolifération des déchets, comme cela a pu malheureusement être constaté ailleurs suite à l'ouverture de restaurants Mc Donald's.

Malgré ces mises en garde, la mairie de Crest vient d'accorder un permis de construire à Mc Donald's France et les travaux ont démarré le 10 septembre dernier.

La municipalité de Crest n'échappera pas à ses responsabilités dans les mois et années à venir.

Communiqué
du Collectif Citoyen

actionpeacecrest@gmail.com

Le meeting du collectif ardéchois contre le TSCG (Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance) s'est déroulé le 21 septembre dans la salle des fêtes de La Voulte, où avaient pris place 160 femmes et hommes souvent grisonnant(e)s, avec toutefois la présence de quelques plus jeunes.

Ce collectif est composé de partis politiques et de syndicats qui s'opposent à ce traité d'austérité, traité qui sera présenté devant le parlement pour ratification très prochainement.

Un représentant de chaque organisation politique ou syndicale a pris la parole pendant dix minutes pour expliquer les raisons de son opposition à ce traité, qui reprend à la virgule près les termes du texte proposé par Merkel et Sarkozy. Tous(tes) ont dénoncé le déni

ALTERNATIFS, le NPA et le MOC, ainsi que le POI (Parti Ouvrier Indépendant.)

Soulignons qu'une frange du PS, qui s'oppose à ce funeste projet, était présente dans la salle et à la tribune.

Aujourd'hui les députés EELV, Front de Gauche et quelques députés PS voteront contre, même si ces derniers sont l'objet de pressions de la part de leur parti et du gouvernement.

Ainsi la droite et la sociale démocratie seront ensemble pour mettre en place une politique toujours plus libérale.

À noter enfin que les Alternatifs tenaient leur table de presse (photo ci-dessous) et qu'une seule femme était à la tribune en la personne de Mireille Bertaux pour À Gauche Toute. Pour beaucoup la parité ne reste donc qu'un vœu pieux...

Jean



REFONDATION DE L'ÉCOLE :

« I have a dream... »

J'ai fait le rêve que l'école accouche d'un nouveau plan Langevin-Wallon, issu du Conseil National de la Résistance, qu'elle accorde à TOUS les enfants les moyens de s'accomplir et de s'émanciper. Le problème, lorsqu'on parle actuellement de la réussite de tous les élèves, c'est qu'on s'adresse à une entité et non à des personnes. Cela reproduit la pensée dominante, voire la pensée de l'enseignant-e, en tout cas sa culture, ses codes, le plus souvent implicites. Et du coup, rien ne change. Si l'on veut vraiment faire réussir tous les enfants, on doit s'occuper en priorité de celles et ceux les plus en difficulté, celles et ceux qui justement ne maîtrisent pas les codes sociaux, culturels, voire linguistiques. Le reste n'est que baratin.

J'ai fait le rêve que chaque enfant se sente reconnu et pris en charge dans son individualité, dans ses potentialités comme dans ses difficultés. Oui, un enfant est sous l'autorité de l'adulte, c'est ce dernier qui en est responsable et prend des décisions. Mais être sous l'autorité ne signifie pas être en soumission (et son corollaire, en rébellion). Par ailleurs, posséder l'autorité légitime ne signifie pas que l'autre ne compte pas - ou peu. Un enfant, même un élève, est une Personne, adulte en devenir certes, mais une personne, avec tout le respect dû à cet être humain unique.

J'ai fait le rêve que le nombre des enfants soit réduit dans

les classes (25 dans le plan Langevin-Wallon en 1947 !) Il ne s'agit pas d'avoir un groupe d'enfants homogène, mais justement de pouvoir observer, comprendre le fonctionnement de chacun-e, pour individualiser les réponses apportées.

J'ai fait le rêve que les redoublements étaient interdits car impossibles (cf. les Enfants de Barbiana, lettre à une maîtresse d'école, Paris, Mercure de France 1968). Si on parle véritable équipe pédagogique, ou même équipe éducative, la scolarité est pensée dans la durée, appuyée sur les acquis des enfants et en « mettant le paquet » sur les manques, quel que soit le niveau. A minima, le fonctionnement en cycles de 3 ans devait être réellement mis en œuvre. Pourquoi, lorsqu'on passe de grande section de maternelle en CP, le passage est-il si difficile ? Et comble, plutôt que d'aménager le CP (à 6 ans), on fait de la grande section un pré-CP, avec toutes les difficultés pour les enfants les plus éloignés des apprentissages ?

Le problème se pose également au collège. Qu'est-ce qui empêcherait un-e enseignant-e qui connaît le programme de la 6ème à la 3ème de l'appliquer de manière diversifiée en fonction des enfants qu'il-elle a devant lui-elle, ce qui permettrait de n'être pas dans un seul niveau quelle que soit la matière ?

J'ai fait le rêve que la scolarité soit assurée sur les journées complètes, en respectant le rythme des enfants.

Site Désobéisseurs :
<http://resistancepedagogique.org>
Contact sur l'Ardèche:
patpapecole@yahoo.fr

Mais faire moins d'heures "de cours" à l'école ne signifie pas rentrer chez soi après. De multiples activités collectives - ou individuelles d'ailleurs - pourraient être proposées, soit à l'école soit dans d'autres locaux, l'essentiel étant la prise en charge des enfants sur toute la journée. Ce qui permettrait pour certains de ne pas errer, et aux familles de savoir leur progéniture accueillie et occupée.

En parallèle, j'ai fait le rêve que les enseignants puissent être disponibles aux enfants, aux familles et aux partenaires sur l'ensemble de la semaine. Pourquoi est-ce le seul métier où le temps de travail salarié est passé en importante partie en dehors des locaux scolaires ? Bien sûr, les enseignants devraient pouvoir bénéficier de matériels et de locaux adaptés pour bien préparer leur enseignement, avec leurs collègues, mais aussi pour rencontrer facilement les familles ou d'autres personnes extérieures.

J'ai fait le rêve que la formation des enseignants soit calée sur ce qui est écrit plus haut. Plutôt qu'accumuler les années universitaires, ce qui n'est pas une mauvaise chose en soi mais qui pénalise les classes populaires, il faudrait des écoles professionnelles où les futurs enseignant-e-s traiteraient autant la « gestion » ou l'animation d'une classe, le travail en équipe, que la didactique.

Mieux vaut une tête bien faite qu'une tête bien pleine, à l'école aussi.

J'ai fait le rêve... que la refondation de l'école ne soit pas le gadget à la mode, pour calmer les troupes, mais le moyen d'associer sur un temps suffisant l'ensemble de la société à la définition des finalités de l'Éducation, au delà des postures convenues de chaque partie prenante.

Daniel

Les Désobéisseurs pétitionnent pour obtenir la levée des sanctions...

Reçus au ministère le 26 juillet, les enseignants "Désobéisseurs" ont défendu leur point de vue et affirmé le maintien de leur combat. Ils ont demandé la levée des sanctions pécuniaires et disciplinaires qui les ont frappés. Un mois plus tard, faite de réponse, ils lancent une pétition.

"Les contre-réformes appliquées à l'école ces dernières années ont suscité un mouvement de résistance pédagogique sans précédent", écrivent-ils. Apparue sous Darcos, le mouvement des "désobéisseurs" regroupe des enseignants, très majoritairement du primaire, qui n'appliquent pas certaines directives officielles. Ils se signalent par leur refus de mettre en place une aide personnalisée séparée des cours. Ils n'appliquent pas à la lettre les nouveaux programmes de 2008. Ils boycottent les évaluations nationales de CE1 et CM2 ainsi que le livret personnel de compétences et se méfient des fichiers informatiques nationaux comme Base Élèves. Mais leur vrai crime c'est de ne pas se cacher mais au contraire de proclamer leur refus. Cette position leur a valu des sanctions administratives et financières sous X. Darcos essentiellement.

Aujourd'hui "les faits ont validé la légitimité de cette résistance. Les valeurs et les propositions que les enseignants du primaire en résistance ont portées pour défendre et reconstruire l'école étaient en grande partie présentes dans le programme du candidat Hollande et dans les premières annonces du ministre de l'Éducation nationale...", notent-ils. Et ils demandent logiquement la levée des sanctions. "Nous attendons que soit reconnue la légitimité de notre lutte pour la défense de l'école publique", nous avait déclaré en juillet Alain Refalo. Avec déjà près d'un millier de signatures, leur pétition démarre fort.

Voir sites haut de page.

Je suis enseignante en primaire...

DOSSIER : éducation

... parce que j'espère pouvoir apporter à mes élèves la possibilité de former leur esprit critique, d'ouvrir leur curiosité au monde, de réfléchir sur la société et ses fonctionnements, pour les questionner, les remettre en cause.

Mais... cette construction de citoyens critiques est-elle possible dans l'école publique de la Vème République, installée par Jules Ferry pour éloigner les Français de l'influence de l'Église, pour former/formater des citoyens disciplinés accomplissant sagement leur devoir électoral (mais pas plus...), prêts à défendre la patrie de leur vie, unifiés par une langue, des lois, de modes de vie communs et conformes aux visions moralisantes de l'élite intellectuelle ??

Je travaille avec le sentiment constant que les réformes de ces dernières années ne font

qu'empirer une situation pas reluisante, en instaurant la compétition, le formatage, l'anéantissement de toute approche réflexive comme ligne directrice : que l'État souhaite avant tout une école du formatage des futurs travailleurs, et en aucun cas une école émancipatrice ! Et qu'il faut être constamment vigilant pour ne pas se laisser embarquer par ce mouvement néo-libéral essayant d'introduire à l'école ses valeurs : la concurrence, la gestion managériale par les chiffres, la rentabilité, l'efficacité...

Cette question sous-tend continuellement mon travail, tiraillé entre l'enseignement de connaissances et un fonctionnement pédagogique qui permettrait la coopération, l'entraide, de ne pas laisser d'élève sur le carreau... ; entre l'attente extérieure de consensus utilitaristes et la nécessaire construc-

tion par les élèves de leurs savoirs ; entre l'apprentissage de la vie en collectivité et l'obligation faite aux enseignants de (for)mater les élèves à leur intégration dans notre société concurrentielle, uniformisante, injonctive, moralisante, infantilisante ; entre l'envie de faire progresser tous les élèves (mais progresser vers quoi ?...) et l'incapacité de la mettre en œuvre pour des enfants inadaptés (de par leur handicap, leur comportement, leurs motivations...) à cette école dans laquelle tout le monde doit avancer au même rythme...

Comment continuer à essayer de mettre en place des situations pédagogiques qui me satisfont alors que le courant avance dans l'autre sens ?

Comment ne pas reproduire dans mes attentes ce formatage que je dénonce ? Comment différencier mes attentes envers les élèves pour favoriser leurs réussites, sans instaurer une école à 2 (voire 3, 4...) vitesses ?

Je continue donc à faire ce métier, en essayant d'y faire vivre les valeurs que je défends (la coopération, l'esprit critique), tout en le questionnant constamment, dans mes pratiques comme dans nos instructions, et en doutant de son devenir : une école de la coopération est-elle possible dans une société concurrentielle ?

Alixé

AU QUÉBEC le printemps érable...

La cause initiale du conflit étudiant qui a eu lieu au Québec au début de 2012 fut l'opposition à la hausse des frais de scolarité envisagée par le gouvernement libéral, qui augmenteront de 1625 \$ en 5 ans, soit 325 \$ de plus par session. « Les libéraux veulent aller chercher 300 millions dans les poches des étudiants alors qu'en 2011, des allègements fiscaux de 3,6 milliards ont été accordés aux entreprises au Québec. »* En réponse à cet état des choses, s'est formée une coalition étudiante dans une perspective de gratuité scolaire qui a déclenché une grève étudiante en février 2012 et qui a donné lieu à la mobilisation populaire plus importante au Québec

des dernières années. Ainsi la loi 12 (projet de loi 78, adoptée en mars 2012), qui restreint les droits à la liberté d'association et de réunion pacifique, aura été l'alarme qui a appelé le reste de la société à se joindre aux manifestations. Mais le sujet n'est pas anodin. Un peuple sait que le droit à l'éducation est la base d'une société plus intelligente, et une société qui réfléchit ne sera pas soumise facilement. Le sujet de la « proteste » s'est élargi et est devenu une question d'un choix de société. Le printemps érable symbolise le réveil d'un long hiver de libre marché où les priorités du peuple ont été renversées au profit d'une minorité dominante.

À la veille des élections provinciales, l'un des porte-parole de la coalition étudiante (CLASSE) a accepté une candidature à la députation pour le parti québécois qui propose une indexation des frais de scolarité au coût de la vie. Dans un discours récent, Pauline Marois (candidate au poste de première ministre pour le Parti Québécois) a déclaré : « Je ne peux pas dire à la population du Québec que c'est possible d'avoir la gratuité [scolaire] ». Pourtant il y a cinquante ans, le rapport Parent avait fait de la gratuité scolaire une condition nécessaire pour sortir le Québec de l'illettrisme. Les seuls partis qui proposent la gratuité scolaire dans leurs plateformes sont Québec

Solidaire et Option Nationale.

Suite aux élections du 4 septembre qui ont mené le Parti Québécois au pouvoir, Pauline Marois a promis d'annuler la hausse des frais de scolarité et d'abroger la loi 12. Le gouvernement élu a aussi promis de tenir un sommet sur l'avenir de l'éducation post-secondaire. C'est un pas gagné par les étudiants dans la rue pour la gratuité scolaire et vers une société plus juste.

*Juan,
correspondant
de Picodent à Montréal*

* Laure Waridel, Crise sociale - le long souffle du printemps érable, le Devoir, 6/06/12.

Ça commence à l'école : « LE MASCULIN L'EMPORTE SUR LE FÉMININ. »

Que veut dire

« démarche autogestionnaire » en matière éducative ?

À l'ouverture de la Foire à l'Autogestion au Lycée autogéré de Paris, 200 personnes se sont retrouvées : nombreux témoignages d'élèves et enseignants des lycées autogérés de Paris et Saint-Nazaire, participation de syndicalistes et de citoyens engagés dans le monde associatif... Afin de dépasser le constat du « bien vivre, bien être et bien apprendre », qui sans aucun doute légitime l'existence dans l'institution de ces lieux d'innovation, les Alternatifs ont rappelé la dimension politique de l'Autogestion en matière éducative :

1. La démarche autogestionnaire est d'abord un outil de contestation du capitalisme, du productivisme et de toute forme d'aliénation, mais aussi une arme d'émancipation et d'épanouissement individuel et collectif.
2. Partir à la fois des expériences éducatives alternatives dans et hors de l'éducation nationale : établissements d'expérimentation et d'innovation pédagogiques, École Freinet, École Steiner...
3. Enrichir notre réflexion par des pratiques sociales nouvelles et alternatives : écoles parallèles, expériences d'économie sociale et solidaire, coopératives, SEL...
4. Intégrer les recherches des mouvements pédagogiques (ICEM, GFEN, OCCE...), des sciences de l'éducation et de la sociologie.
5. Établir des passerelles en-

tre les espaces institutionnels et les autres espaces (maisons de quartier, structures culturelles et socio-culturelles...), entre les membres de la communauté éducative (parents, élèves et personnels enseignants et non enseignants).

Persuadés que tout changement se fera par l'ensemble des partenaires de l'école à la base, nous devons nous appuyer sur les mouvements sociaux, les actions syndicales et les assemblées citoyennes pour aborder l'autogestion tant sur le fonds que sur la forme dans le cadre d'un projet politique d'alternance. Cela passera par :

- l'abrogation de toutes les lois de contre-réforme (loi LRU, contre réforme des lycées, des BEP et bac Pro, fichage et évaluation des élèves, notion de socle commun...)

- le toilettage et la mise à jour des contenus d'enseignement et des disciplines visant à dépasser toutes formes d'aliénation et de domination (sexisme, paternalisme, com-pétition...)

- l'introduction de nouveaux enseignements (droit, écologie, économie sociale et solidaire, langues régionales...)

« Une transformation pédagogique est toujours le résultat et le signe d'une transformation sociale qui l'explique » E. Durkheim

Pour la commission éducation des Alternatifs,
Dominique Duplan

Cette règle de grammaire apprise dès l'enfance sur les bancs de l'école façonne un monde de représentations dans lequel le masculin est considéré comme supérieur au féminin. En 1676, le père Bouhours, l'un des grammairiens qui a œuvré à ce que cette règle devienne exclusive de toute autre, la justifiait ainsi : « lorsque les deux genres se rencontrent, il faut que le plus noble l'emporte ». « Le genre masculin est réputé plus noble que le féminin à cause de la supériorité du mâle sur la femelle », complète élégamment, en 1767, le grammairien Nicolas Beauzée. La règle précisant que le masculin l'emporte sur le féminin finit par s'imposer au XVIIIe pour des raisons qui ne doivent pas grand-chose à la linguistique : à cette époque, la supériorité masculine va tout simplement de soi. Et l'Académie française veille, elle, qui a attendu 1980 pour accueillir sa première Immortelle - Marguerite Yourcenar. L'Académie n'aime guère les révolutions. En présentant les ajustements orthographiques de 1990, le secrétaire perpétuel de cette vénérable assemblée, Maurice Druon, avait fermement écarté l'idée d'une "réforme bouleversante qui eût altéré le visage familier du français"... Pour tenter de "révolutionner les écrits, les correcteurs d'orthographe et nos habitudes",

l'égalité, c'est pas sorcier. La Ligue de l'enseignement, le Monde selon les femmes et Femmes solidaires ont lancé une pétition : " Que les hommes et les femmes soient belles ! "

Les signataires savent bien que leur requête sera le plus souvent accueillie par des soupirs de lassitude et des haussements d'épaules exaspérés. Que de simagrées, diront certains. Cette règle inscrit dans le symbolique l'idée que l'un des sexes est supérieur à l'autre, souligne Henriette Zoughebi, vice-présidente chargée des lycées au conseil régional d'Île-de-France : « C'est la langue qui permet de dire le réel, c'est elle qui transforme, ou non, les choses. Si l'on veut donner de la visibilité aux femmes dans l'espace social, il faut adopter la règle de proximité, qui est à la fois simple et souple : elle redonne de la liberté et du jeu à la langue. »

« La langue est un système symbolique engagé dans les rapports sociaux... La langue est aussi, dans une large mesure, un miroir culturel qui fixe les représentations symboliques et se fait l'écho des préjugés et des stéréotypes, en même temps qu'il alimente et entretient ceux-ci. »

Marina YAGUELLO,
linguiste

Deuxième CAFÉ - DÉBAT PICODENT : Éducation...

Les limites d'un système

Que de passion lors de la constitution du dossier « Éducation » dans ce numéro 13 du Picodent !!! Sur le contenu, sur l'orientation, sur le nom même du dossier... Aussi l'évidence est apparue d'elle-même de le prolonger par un Café-débat Picodent et vous êtes tout-e-s invité-e-s en novembre (nous n'avons pas encore la date) au Grand Café Français - Bd Gambetta à Aubenas afin d'aller plus loin et d'échanger sur ce thème.

La même semaine, aura lieu, toujours au Grand Café Français, la projection du film « Histoire d'enfances ».
Le Picodent : <http://alternatifs0726.over-blog.com>

picodentjournalalternatifs@orange.fr

Une batucada féministe

UN NOUVEL ESPACE DE PAROLE ET D'EXPRESSION...

La batucada est née à Rio de Janeiro. Les "batucadas" sont des percussions fabriquées avec du matériel de récupération. L'ensemble des instruments constitue une batterie de percussions dont le "battement" (batucada en brésilien) est à l'origine du nom. La batucada est née d'un mélange de trois cultures : africaine, portugaise et indienne, qui ont donné au Brésil une identité culturelle unique, notamment grâce à l'apport des anciens esclaves noirs africains. La batucada a sans cesse évolué en atteignant, principalement par le peuple, toutes les couches de la société.

La Marche mondiale des Femmes s'est emparée dès ses débuts de cet outil rythmique et des batucadas se sont constituées un peu partout dans le monde, dans les pays, territoires, régions où la Marche mondiale des Femmes

est présente. Une volonté que l'on peut retrouver sous le slogan : « les femmes du monde sont en marche et se font entendre ! ». Il s'agit, dans le cadre d'une batucada féministe, de se servir de cette expression musicale pour exprimer nos combats féministes avec la construction de « slogans », paroles.

Active et présente au sein de la Maison de Quartier St Nicolas à Romans, la Coordination de la Marche mondiale des Femmes 26-07 a proposé un projet de création de Batucada aux habitantes et a pu constater l'enthousiasme et l'intérêt de la part de certaines femmes. Des femmes, non impliquées dans le mouvement féministe aujourd'hui, trouvent dans cet espace de parole non-mixte qu'est la batucada dite féministe une opportunité pour elles de pouvoir s'exprimer autrement que dans des lieux mixtes.

Cette batucada devrait permettre aux femmes, ayant des expériences, âges, provenances, identités culturelles, contextes de vie pluriels, d'être ensemble, de partager, dans la connaissance et la reconnaissance de notre diversité. Ce projet, sur notre territoire, est un outil important, un moyen d'expression de rassemblement et un outil d'éducation populaire.

Ouverte et accessible à toutes les femmes de Drôme et d'Ardèche, elle se réunit tous les lundis de 18 h 30 à 20 h 30 à la MDQ St Nicolas à Romans. Un appui technique et professionnel tant dans la fabrication des instruments que dans « l'apprentissage » de la musique, est apporté par Fabienne et Sandrine de l'association Sinty Bohème.

Pour plus de renseignements :
mmf26.07@gmail.com

Frédérique et Sandrine



La tournée des féministes européennes en France du 22 octobre au 8 novembre

« DETTE PUBLIQUE ILLÉGITIME, AUSTÉRITÉ, CRASH SOCIAL ET FÉMINISME »

Durant deux semaines, des militantes féministes du Portugal, d'Espagne, de France, de Grèce, d'Angleterre, de Hongrie... sillonneront les routes françaises pour réaliser une série de conférences et de rencontres publiques sur le thème « Dette publique illégitime, austérité, crash social et féminisme ». Cette tournée réalisée avec l'aide des collectifs pour un audit citoyen visitera pas moins de 9 villes en France ainsi que Genève. Elle débutera le 22 octobre à Paris pour se poursuivre à Orléans le 23, puis à Rennes le 24, ensuite elle gagnera Grenoble le 25 et rejoindra Genève le 26 octobre. Elle prendra son second souffle en se rendant le 5 novembre à Lyon, puis à Mende le 6, pour se diriger ensuite vers Marseille le 7 et se clôturer à Montpellier le 8 novembre. De là, des interve-

nantes de la tournée prendront le chemin de Florence pour y organiser une Agora féministe européenne contre la dette et les mesures d'austérité.

Le collectif de la MMF 26/07 sera présent à Grenoble, covoyage possible : 06 25 32 39 05. Consultez le site : <http://cadtm.org/Soutenez-la-tournee-des-feministes>

Les Alternatifs

ont participé...

- ° à la création du comité Ardèche contre le TSCG,
- ° à la manif contre les gaz de schiste à St-Christol-lez-Alès
- ° au meeting contre le TSCG à la Voulte,
- ° à la manif du 30 septembre à Paris contre le TSCG...

participent...

- ° au groupe transition énergétique Sud 07,

participeront...

- ° au congrès des Alternatifs les 17 et 18 novembre à Paris,
- ° au Cafépécodent sur l'éducation.



Le Français serait-il sexiste ?

Un gars, c'est un jeune homme
Une garce, c'est une pute,

Un courtisan, c'est un proche du roi,
Une courtisane, c'est une pute,

Un masseur, c'est un kiné,
Une masseuse, c'est une pute,

Un coureur, c'est un joggeur,
Une coureuse, c'est une pute,

Un rouleur, c'est un cycliste,
Une rouleuse, c'est une pute,

Un professionnel, c'est un sportif de haut niveau,
Une professionnelle, c'est une pute,

Un homme sans moralité, c'est un politicien,
Une femme sans moralité, c'est une pute,

Un entraîneur, c'est un homme qui entraîne une équipe sportive,
Une entraîneuse, c'est une pute,

Un homme à femmes, c'est un séducteur,
Une femme à hommes, c'est une pute,

Un homme public, c'est un homme connu,
Une femme publique, c'est une pute,

Un homme facile, c'est un homme agréable à vivre,
Une femme facile, c'est une pute,

Un homme qui fait le trottoir, c'est un paveur,
Une femme qui fait le trottoir, c'est une pute...

Trrremblez !!! LES CAMIONS SISMIQUES ARRIVENT !

La Société Mouvoil SA demande l'autorisation de faire circuler des camions sismiques en Ardèche et dans le Gard. Les Collectifs Stop au gaz et huile de schiste en appellent aux citoyens.

Le Collectif 07 a appris que la Société Mouvoil SA, détentrice du Permis "Bassin d'Ales", à cheval sur l'Ardèche et le Gard, a demandé aux Préfectures de chacun de ces départements de faire circuler des camions sismiques.

Cette demande est en cours d'étude auprès des préfetures, mais aucune date de rendu n'a été mentionnée. Il a été précisé que les maires de communes concernées seront contactés « pour avis » dans le cadre de cette étude. Il faut tout de même rappeler que le président de cette société avait annoncé ces travaux pour « après les vendanges et avant les fortes pluies ».

Les collectifs lancent un appel aux citoyens.

Les habitants de l'Ardèche et du Gard sont invités à participer à la vigilance et à se préparer à bloquer ces travaux si ceux-ci étaient autorisés :

1. VIGILANCE : redoubler de vigilance et signaler au comité de veille du Collectif 07 (06 23 66 15 51) toute circulation de véhicules suspects, annonces en mairie... Les collectifs rappellent qu'il est important de passer par ce numéro et le site internet afin qu'ils puissent vérifier l'information avant

Collectif Drôme « Non au Gaz de schiste » VIGILANCE...

Vigilance encore... Vigilance toujours... Nous vous renvoyons à l'article pertinent de Jonathan Parienté dans la rubrique "Planète" du Monde dont voici quelques courts extraits :

« ...Or d'autres techniques (que la fracturation hydraulique) existent et sont aussi impactantes pour l'environnement (fracturation pneumatique ou par du propane gélibifié).

Blog stopaugazdeschistevaldedrome.ekablog.com
Mail nonaugazdeschistevaldedrome@gmail.com

Arnaud Montebourg (...) qui mettait en garde contre "la fausse bonne idée" des gaz de schistes lors de la campagne de la primaire socialiste, a appelé à "ne pas fermer la porte" à leur exploitation. Interrogé à ce sujet par l'hebdomadaire "Usine nouvelle", le futur Président avait appelé à "ne pas écarter l'exploration des gaz de schiste, à condition qu'elle puisse être réalisée sans

altérer l'environnement et que cela soit démontré par des recherches".

L'eurodéputé écologiste José Bové (...) s'est réjoui que le Président ait "sans ambiguïté fermé la porte au gaz de schiste". "Ça met fin à une cacophonie suite aux déclarations des industriels, ça met un point final", a souligné M. Bové. Le sujet est clos. Pour le moment. »



Mobilisation internationale contre les gaz et huiles de schiste CHEZ NOUS, À ST-CHRISTOL-LEZ-ALÈS (Gard)

Samedi 22 septembre, en France mais aussi au Québec, en Pologne et ailleurs, des mobilisations ont eu lieu. En France, il y en avait 4, situées sur les lieux des permis de prospection.

Nous nous sommes retrouvé-e-s environ 4000 à St-Christol-lez-Alès, sous un beau soleil. Des cars et des covoiturages avaient été organisés à partir de l'Ardèche, mais aussi du Var.

Beaucoup de stands de différents collectifs, des animations, des spectacles vivants. Mais aussi des ateliers, des débats et surtout des témoignages émouvants en visioconférences directes avec la Pologne et l'Espagne, différées avec le Québec, les États-Unis, les Pays-Bas, en présence d'une délégation de Guatemaltesques

qui ont dénoncé leurs conditions de vie compromises, imposées par une multinationale pétrolière ! Des échanges vifs mais courtois avec des parlementaires (député-e-s européen-ne-s, de l'Assemblée nationale).

Une très bonne organisation logistique (scène, parking, repas,...)

Une rencontre est prévue au ministère rapidement avec la présence d'un député gardois et une ardéchoise accompagnant une délégation des collectifs.

Bref, malgré les belles déclarations du Président de la République, nous restons méfiants car beaucoup de permis sont encore valides et la société Mouvoil doit venir avec des camions sismiques entre les vendanges et les pluies d'automne autour d'Alès.

NO GAZARAN, ni ici ni ailleurs !

Daniel



PHOTO :
Olivier SÉBART

COLLECTIF 07 STOP AU GAZ DES CHISTE. Contact presse Jean Louis Chopy – 04 75 36 72 83

coordination@stopaugazdeschiste07.org